

## PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
Commentaires :	
<p>Engagement de 2012, j'ai agi en ce sens pendant mon mandat, je poursuivrai pour aller plus loin encore</p>	

## PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
Commentaires :	
<p>- Je privilégie d'utiliser la CSG comme levier fiscal pour un impôt réellement progressif - S'il faut toujours combattre les niches fiscales qui ne bénéficient qu'à ceux qui savent les exploiter !</p>	

## PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

C'est un engagement de toujours, la France se doit de prendre le leadership en matière de mobilisation de fonds, et en 1<sup>er</sup> lieu de se mettre à niveau sur le 0,7% du RNB

## PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

A condition que cette taxe soit partagée au delà de la seule France

## PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Dans la loi de programmation sur le Développement (loi (confir) nous avons entamé une reorientation du rôle de l'AFD Il doit se confirmer	

## PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Sans ambiguïté, même si l'impact sera direct sur ma circonscription (Bardanne) Par contre il y a à Bardanne, une nécessité d'assurer un revenu aux salariés de la centrale	

## PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

C'est ce que j'ai mené pendant 5 ans  
je poursuivrai pour es 5 prochains années

## PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Je crois savoir que c'est la trajectoire initiée  
par François Hollande. A confirmer  
Plus encore après le retrait USAdh  
l'accord de Paris.

## PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : S'ici soutenir 2 lois en ce sens, votés pendant la législature 2012-2017 Je pourrais	

## PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Promoteur de la Permaculture Répondant, pensant de l'économie circulaire je confirme mon engagement pour cette trajectoire qui doit emmener tout le monde ne pas fracturer un monde agricole fragile	

## PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
--	--

Commentaires : En grande partie je soutiens, tout en rappelant que les équilibres sociaux sont fragiles. Je précise que devant mon mandat j'ai été aux côtés du maire de Bordeaux pour accueillir 60 Rom en décembre. J'ai également obtenu visas pour 50 syriens.

PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
--	--

Commentaires : Oui mais attention à bien définir les cadres.

## PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Nous avons avancé dans la loi française. S'ai largement soutenu Il s'agit maintenant de l'enclencher au niveau européen	

## PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.


JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Attention toutefois à avancer à la même vitesse que nos principaux partenaires. Se rappelle que je mis l'un des députés à avoir porté la loi créant de nouveaux indicateurs de richesse	

# PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
Commentaires : Sans restriction aucune Au contraire, nous sommes trop en retard!	

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.	
Nom : LANBERT	Date : 5 juin 2017
Prénom : François-Richard	Signature : 
Département : 13	
Étiquette politique : REN	